

Annexe 1

La proposition de Savoie Connectée au titre de l'article L. 33-13



Hôtel Matignon

57 rue de Varenne
75 007 Paris

A l'attention de
Monsieur le Premier Ministre

LRAR

Sèvres, le 9 Mai 2019

Objet : Lettre d'engagement de déploiement d'un réseau Très Haut Débit de Covage dans le cadre de l'appel à manifestation d'engagements locaux (AMEL) de la Savoie.

Monsieur le Premier Ministre,

À l'occasion de la conférence nationale des territoires, le gouvernement a souhaité instituer un processus permettant aux collectivités territoriales de mobiliser des engagements privés complémentaires de déploiements de réseau FttH. Ainsi, les collectivités territoriales se sont vues confier dans ce cadre, le soin de solliciter et de piloter de nouvelles opportunités de financer l'aménagement numérique de leurs territoires.

La stratégie du Groupe Covage s'inscrit parfaitement dans les objectifs fixés par le Président de la République dans le cadre du Plan France Très Haut Débit et a su démontrer avec constance son engagement pour apporter le numérique aux citoyens et entreprises de nombreux territoires.

Par la présente, nous avons le plaisir de répondre favorablement à l'AMEL du Département de la Savoie et vous confirmer l'engagement de la société DSP THD 3 (qui sera renommée « Savoie Connectée »), ci-après « Savoie Connectée », filiale de Covage, déclarée en tant qu'opérateur auprès de l'ARCEP, pour déployer un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'utilisateur final, au sens de l'article L. 34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques.

Les engagements pris par Savoie Connectée se feront dans le respect des principes suivants :

1. Prise d'engagements contraignants et opposables de réalisation du périmètre géographique de l'AMEL, dans le cadre de l'article L.33-13 du Code des postes et des communications électroniques et acceptation du principe d'une sanction en cas de non-respect de ces engagements. A ce titre, Savoie Connectée accepte de s'inscrire dans le cadre de la loi ELAN, entrée en vigueur le 25 novembre 2018 ;
2. Respect de l'équilibre économique des projets publics qui ont d'ores et déjà été lancés par la bonne articulation des projets privés avec ceux des collectivités territoriales ;
3. Prise en compte des notions de prises raccordables, de prises raccordables à la demande et de raccordements longs au sens du cadre réglementaire en vigueur ;
4. Complétude du déploiement à une échelle suffisante et cohérente, dans un délai cohérent avec les déploiements prévus, dans le cadre du plan France Très Haut Débit et des recommandations de l'ARCEP ;
5. Finalisation du projet de financement.



Sur le périmètre géographique de l'AMEL, explicité en annexe et, sous réserve des termes et conditions figurant aux présentes, Savoie Connectée s'engage à compter de l'acceptation de ces engagements :

- fin 2021, ou 36 mois après la publication de l'arrêté par le Gouvernement, à ce que 50 % des 255 073 locaux soient rendus « Raccordables » ou « Raccordables sur demande », sous réserve de l'obtention de l'accord des copropriétés ou des propriétaires concernés et des autorisations nécessaires¹ ;
- fin 2023, ou 60 mois après la publication de l'arrêté par le Gouvernement, à assurer que dans les 243 communes concernées, 100% des logements et locaux à usage professionnel du périmètre géographique de l'AMEL (sur la base d'un volume indicatif estimé à 255 073 lignes d'après nos premières études) soient rendus « Raccordables » ou « Raccordables sur demande », sous réserve de l'obtention de l'accord des copropriétés ou des propriétaires concernés et des autorisations nécessaires¹ ;
- au plus tard fin 2023, ou 60 mois après la publication de l'arrêté par le Gouvernement, à assurer qu'au niveau de l'ensemble des communes, objet du présent courrier, la part de prises raccordables sur demande² n'excédera pas 8% (dont les cas exceptionnels³) du total de tous les logements et locaux à usage professionnel de l'ensemble de ces communes ;
- au plus tard fin 2025, à assurer que dans toutes les communes concernées, tous les logements et locaux à usage professionnel seront rendus raccordables, sous réserve de l'obtention de l'accord des copropriétés ou des propriétaires concernés et des autorisations nécessaires¹, sauf les cas exceptionnels³. Les locaux concernés par ce cas d'exception pourront faire l'objet de l'application de conditions tarifaires d'accès FttH non-péréquées, orientées vers les coûts de déploiements (charges incluses), la pose du PBO et de l'extension de réseau concernée étant conditionnées à la souscription d'une commande au tarif non-péréqué ;
- à assurer au plus tard à fin 2025 que la part de raccordements longs n'excède pas 2500 locaux ou 1% des locaux si le volume de prises est supérieur à 255 073 à l'issue du relevé de boîtes aux lettres, étant précisé que les raccordements longs concernent toutes les prises dont la distance entre le PBO et la limite de la propriété publique / privée est supérieure à 100 mètres linéaires ; les raccordements longs sont facturés sur devis en application de conditions tarifaires orientées vers les coûts (charges incluses) ;
- à raccorder à la fibre au plus tard à fin 2025 les zones d'activités et les sites publics sur le périmètre de son engagement.

Dans la phase d'étude, Savoie Connectée mettra à jour le nombre de prises à l'issue des opérations de relevés boîtes aux lettres dans l'objectif d'assurer la couverture FttH sur le périmètre géographique de l'AMEL. De plus, dans cette phase étude, Savoie Connectée aura pour objectif de minimiser le pourcentage de locaux raccordables à la demande.

Savoie Connectée proposera l'accès aux lignes FttH ainsi déployées dans les conditions prévues par l'article L. 34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques. L'offre d'accès aux lignes FttH proposée

¹ À cet égard, Savoie Connectée s'engage à faire toute diligence pour s'assurer de l'obtention de ces autorisations et devra le cas échéant s'en justifier.

² La qualification de ligne « raccordable sur demande » signifie que la ligne FTTH sera éligible commercialement à une offre FttH et qu'elle pourra bénéficier d'un raccordement en cas de demande d'un client final, dans un délai maximum de six mois.

³ Ces cas exceptionnels consistent en des lignes dont le déploiement entraîne un coût à la prise significativement élevé à l'échelle du projet, traduisant un non-sens économique. Plus précisément, ces lignes consistent en des locaux ou grappes de locaux dont le coût de déploiement est supérieur à 5000 € par logement ou local à usage professionnel ; le total de ces lignes ne pouvant dépasser 5% du nombre de prises sur l'ensemble du périmètre géographique de l'AMEL. Une fois l'étude terrain effectuée (relevé de boîtes aux lettres), Savoie Connectée identifiera les lignes relevant de ces cas exceptionnels et participera aux travaux Interop'Fibre pour l'identification de ces cas dans les flux d'informations échangées avec les opérateurs commerciaux. Savoie Connectée s'engage à identifier les locaux concernés par les catégories « cas exceptionnels » et « raccordements longs » au moment de la finalisation des Avant-Projets Détaillés (APD) et tiendra à jour ses bases si des modifications étaient apportées lors de la phase de déploiement. En outre, à l'occasion de la finalisation des APD, Savoie Connectée transmettra aux représentants de l'ARCEP et du Gouvernement les éléments permettant de contrôler l'identification de ces locaux. Enfin, Savoie Connectée s'engage à présenter à l'ARCEP à la fin des études préalables (phase APD), une estimation générale, sur le périmètre concerné par l'AMEL, des locaux concernés par les « cas exceptionnels » et les « raccordements longs ».



sur ce territoire est présentée, en pièce jointe au présent courrier. Savoie Connectée s'engage à ne pas augmenter ses tarifs, hors mouvements d'indexation prévus dans la pièce jointe au présent courrier et ce pour la durée d'exploitation technique et commerciale du réseau déployé faisant l'objet du présent engagement. En revanche, Savoie connectée se réserve la possibilité de faire évoluer ses tarifs en cohérence et dans les proportions des évolutions constatées sur le marché de gros, hors mouvements d'indexation. Savoie connectée informera l'ARCEP de toutes les évolutions des conditions tarifaires de son offre, deux mois avant leur entrée en vigueur.

Savoie Connectée s'engage de surcroît dans un processus de transparence locale de ses déploiements en s'engageant à signer une Convention de déploiements FttH sur le périmètre géographique de l'AMEL sur le territoire du Département de la Savoie (la « **Convention AMEL** »).

Savoie Connectée s'engage dans un processus de transparence nationale de ses déploiements, en présentant chaque année au Comité de concertation France Très Haut Débit et au collège de l'ARCEP un bilan de ses déploiements passés et les perspectives de déploiements de l'année à venir ; ainsi que l'identification des cas exceptionnels mentionnés ci-avant.

Pendant la durée des engagements AMEL, en cas de cession du réseau, l'opérateur s'engage à saisir le Ministre, conjointement avec l'acheteur pressenti, pour demander le transfert de l'ensemble des présents engagements.

En outre, la survenance des circonstances particulières dont notamment :

- Modification du cadre législatif et réglementaire ;
- Déploiement significatif en préemption ou en doublon sur une partie des communes concernées d'un réseau FttH ;
- Survenance d'événements relevant de la force majeure ;

dès lors qu'elles viennent dégrader de façon substantiellement négative le plan d'affaires de Savoie Connectée, donne droit à Savoie Connectée de demander au Gouvernement et à l'ARCEP la révision du périmètre de ses engagements, selon la procédure explicitée ci-dessous :

- Savoie Connectée pourra demander la tenue d'une réunion au cours de laquelle elle présenterait à des représentants du Gouvernement et de l'ARCEP les raisons qui la conduisent à envisager de reconsidérer tout ou partie des engagements ici proposés à l'aune de l'impact sur son plan d'affaires des faits générateurs ci-dessus. Cette réunion devra se tenir au plus tard 30 jours suivant le jour de la formulation par Savoie Connectée d'une telle demande ;
- Au plus tard dans les deux mois suivant la demande de convocation de ladite réunion, Savoie Connectée se réserve le droit de reconsidérer tout ou partie des susdits engagements dès lors qu'elle aura démontré l'impact substantiel sur son plan d'affaires desdites modifications, sans préjudice des pouvoirs de sanctions de l'ARCEP, et le cas échéant, sous contrôle d'un juge ;
- Savoie Connectée s'engage à produire toutes les justifications permettant de démontrer qu'il a fait toute diligence pour remplir ses engagements.

Savoie Connectée a engagé

_____ d'euros, les engagements de Savoie Connectée décrits aux présentes étant conditionnés à la finalisation et à la mise en place de ce financement.

Covage s'engage à ce que Savoie Connectée porte son capital social à 7,65MEUR dès la première année et à maintenir *a minima* ce niveau de capital social pendant la durée des engagements AMEL.

Orange, opérateur disposant d'une expérience reconnue sur le marché du déploiement FttH avec près de 9 millions de prises construites à ce jour et 3 milliards d'euros d'investissement entre 2015 et 2018 s'est engagé à entrer au capital de Savoie Connectée dès mise en place du financement bancaire susvisé, Covage conservant une participation majoritaire et le contrôle de Savoie Connectée.



Nous restons à votre entière disposition pour vous apporter toutes les explications nécessaires et vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Pascal RIALLAND

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of vertical strokes and a long horizontal line extending to the right.

Liste des pièces jointes :

- Offre d'accès aux lignes FttH sur les réseaux AMEL de Covage.

Copie :

Le Département de la Savoie : M. le Président du Département Hervé GAYMARD
et M. le Directeur Général des Services Yves SARRAND
Orange : M. Cyril LUNEAU

Annexe 1

Extrait de l'annexe 2 « Zone Amel » de la Convention de Programmation de Suivi des Déploiements

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73001	CC du Lac d'Aiguebelette	Aiguebelette-le-Lac	270	2019	2019	2023
73002	CC Porte de Maurienne	Aiguebelle	784	2019	2019	2023
73003	CC des Vallées d'Aigueblanche	Aigueblanche	2 213	2020	2020	2023
73004	CA Chambéry	Aillon-le-Jeune	960	2019	2019	2023
73005	CA Chambéry	Aillon-le-Vieux	161	2019	2019	2023
73006	CC Les Versants d'Aime	Aime	5 335	2019	2019	2023
73007	CC Porte de Maurienne	Aiton	718	2019	2019	2023
73010	CA du Lac du Bourget	Entrelacs	3 045	2019	2019	2023
73012	CC Coeur de Maurienne	Albiez-le-Jeune	195	2019	2019	2023
73013	CC Coeur de Maurienne	Albiez-Montrond	1 289	2019	2019	2023
73014	CA Arlysère	Allondaz	135	2021	2021	2023
73015	CC Val Vanoise Tarentaise	Les Allues	8 026	2019	2019	2023
73017	CC Coeur de Savoie	Apremont	589	2020	2020	2023
73018	CC Coeur de Savoie	Arbin	464	2020	2020	2023
73019	CC Porte de Maurienne	Argentine	598	2020	2020	2023
73020	CA Chambéry	Arith	299	2021	2021	2023
73021	CC Coeur de Savoie	Arvillard	491	2020	2020	2023
73022	CC du Lac d'Aiguebelette	Attignat-Oncin	342	2019	2019	2023
73023	CC de Haute Maurienne Vanoise	Aussois	1 632	2021	2021	2023
73024	CC des Vallées d'Aigueblanche	Les Avanchers-Valmorel	3 222	2019	2019	2023
73025	CC Val Guiers	Avressieux	264	2019	2019	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73026	CC de Haute Maurienne Vanoise	Avrieux	314	2021	2021	2023
73027	CC du Lac d'Aiguebelette	Ayn	216	2019	2019	2023
73028	CC de Yenne	La Balme	186	2019	2019	2023
73032	CA Arlyserre	La Bâthie	1 398	2020	2020	2023
73033	CC Coeur de Chartreuse	La Bauche	229	2021	2021	2023
73034	CA Arlyserre	Beaufort	2 868	2019	2019	2023
73036	CA Chambéry	Bellecombe-en-Bauges	449	2021	2021	2023
73039	CC Val Guiers	Belmont-Tramonet	273	2019	2019	2023
73040	CC de Haute Maurienne Vanoise	Bessans	973	2019	2019	2023
73041	CC Coeur de Savoie	Betton-Bettonet	167	2021	2021	2023
73042	CC de Yenne	Billième	157	2021	2021	2023
73043	CA du Lac du Bourget	La Biolle	1 042	2019	2019	2023
73045	CC des Vallées d'Aigueblanche	Le Bois	253	2021	2021	2023
73046	CC des Vallées d'Aigueblanche	Bonneval	163	2020	2020	2023
73047	CC de Haute Maurienne Vanoise	Bonneval-sur-Arc	599	2022	2022	2023
73048	CA Arlyserre	Bonvillard	223	2019	2019	2023
73049	CC Porte de Maurienne	Bonvillaret	118	2019	2019	2023
73052	CC Coeur de Savoie	Bourget-en-Huile	149	2019	2019	2023
73053	CC Coeur de Savoie	Bourgneuf	315	2019	2019	2023
73054	CC de Haute-Tarentaise	Bourg-Saint-Maurice	15 186	2019	2019	2023
73055	CC Val Vanoise Tarentaise	Bozel	1 791	2020	2020	2023
73057	CC Val Vanoise Tarentaise	Brides-les-Bains	1 393	2019	2019	2023
73058	CC Val Guiers	La Bridoire	747	2019	2019	2023
73061	CA Arlyserre	Césarches	210	2021	2021	2023
73063	CA Arlyserre	Cevins	516	2021	2021	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73067	CC du Canton de la Chambre	La Chambre	860	2022	2022	2023
73068	CC Coeur de Savoie	Chamousset	305	2020	2020	2023
73069	CC Coeur de Savoie	Chamoux-sur-Gelon	547	2019	2019	2023
73070	CC Val Guiers	Champagneux	348	2020	2020	2023
73071	CC Val Vanoise Tarentaise	Champagny-en-Vanoise	1 660	2020	2020	2023
73072	CC Coeur de Savoie	Champ-Laurent	70	2021	2021	2023
73073	CA du Lac du Bourget	Chanaz	422	2019	2019	2023
73074	CC du Canton de la Chambre	La Chapelle	249	2020	2020	2023
73075	CC Coeur de Savoie	La Chapelle-Blanche	280	2019	2019	2023
73077	CC de Haute-Tarentaise	Les Chapelles	364	2019	2019	2023
73078	CC de Yenne	La Chapelle-Saint-Martin	85	2021	2021	2023
73079	CC Coeur de Savoie	Châteauneuf	416	2021	2021	2023
73080	CC Coeur de Maurienne	Le Châtel	181	2019	2019	2023
73081	CA Chambéry	Le Châtelard	520	2021	2021	2023
73082	CC Coeur de Savoie	La Chavanne	282	2019	2019	2023
73083	CC du Canton de la Chambre	Les Chavannes-en-Maurienne	188	2020	2020	2023
73084	CC Coeur de Savoie	Chignin	535	2019	2019	2023
73085	CA du Lac du Bourget	Chindrieux	966	2019	2019	2023
73086	CA Arlyserre	Cléry	228	2019	2019	2023
73088	CA Arlyserre	Cohennoz	757	2020	2020	2023
73089	CC Coeur de Savoie	Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier	626	2021	2021	2023
73090	CA Chambéry	La Compôte	229	2020	2020	2023
73091	CA du Lac du Bourget	Conjux	211	2019	2019	2023
73092	CC Coeur de Chartreuse	Corbel	146	2019	2019	2023
73094	CA Arlyserre	Crest-Voland	1 080	2021	2021	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73095	CC Coeur de Savoie	La Croix-de-la-Rochette	180	2019	2019	2023
73096	CC Coeur de Savoie	Cruet	579	2020	2020	2023
73099	CC Coeur de Savoie	Détrier	217	2019	2019	2023
73100	CC Val Guiers	Domessin	951	2019	2019	2023
73101	CA Chambéry	Doucy-en-Bauges	131	2020	2020	2023
73104	CC du Lac d'Aiguebelette	Dullin	300	2020	2020	2023
73105	CC Coeur de Chartreuse	Les Échelles	783	2021	2021	2023
73106	CA Chambéry	École	269	2022	2022	2023
73107	CC Coeur de Chartreuse	Entremont-le-Vieux	586	2020	2020	2023
73109	CC Porte de Maurienne	Épierre	489	2022	2022	2023
73110	CA Arlyserre	Esserts-Blay	530	2020	2020	2023
73111	CC Coeur de Savoie	Étable	196	2019	2019	2023
73112	CC des Vallées d'Aigueblanche	Feissons-sur-Isère	354	2020	2020	2023
73113	CC Val Vanoise Tarentaise	Feissons-sur-Salins	146	2021	2021	2023
73114	CA Arlyserre	Flumet	1 249	2019	2019	2023
73116	CC Coeur de Maurienne	Fontcouverte-la-Toussuire	3 004	2020	2020	2023
73117	CC de Haute Maurienne Vanoise	Fourneaux	649	2020	2020	2023
73118	CC Coeur de Savoie	Francin	491	2019	2019	2023
73119	CC de Haute Maurienne Vanoise	Freney	135	2020	2020	2023
73120	CC Coeur de Savoie	Fréterive	287	2021	2021	2023
73121	CA Arlyserre	Frontenex	1 065	2019	2019	2023
73122	CC du Lac d'Aiguebelette	Gerbaix	222	2020	2020	2023
73123	CA Arlyserre	La Giettaz	833	2019	2019	2023
73124	CA Arlyserre	Gilly-sur-Isère	1 617	2019	2019	2023
73127	CC Val Guiers	Gresin	217	2020	2020	2023
73129	CA Arlyserre	Grésy-sur-Isère	706	2020	2020	2023
73130	CA Arlyserre	Grignon	984	2020	2020	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73131	CC Coeur de Tarentaise	Hautecour	253	2021	2021	2023
73132	CA Arlyserre	Hauteluze	3 835	2020	2020	2023
73133	CC Coeur de Savoie	Hauteville	173	2021	2021	2023
73135	CC Coeur de Maurienne	Hermillon	333	2019	2019	2023
73138	CC Coeur de Maurienne	Jarrier	536	2019	2019	2023
73139	CA Chambéry	Jarsy	283	2022	2022	2023
73140	CC de Yenne	Jongieux	162	2022	2022	2023
73141	CC Coeur de Savoie	Laissaud	346	2022	2022	2023
73142	CC Les Versants d'Aime	Landry	1 535	2020	2020	2023
73145	CC du Lac d'Aiguebelette	Lépin-le-Lac	339	2019	2019	2023
73146	CA Chambéry	Lescheraines	518	2021	2021	2023
73147	CC de Yenne	Loisieux	125	2021	2021	2023
73149	CC de Yenne	Lucey	206	2022	2022	2023
73150	CC Les Versants d'Aime	La Plagne Tarentaise	12 352	2019	2019	2023
73151	CC Coeur de Savoie	Les Marches	1 320	2019	2019	2023
73152	CC du Lac d'Aiguebelette	Marcieux	93	2019	2019	2023
73153	CA Arlyserre	Marthod	763	2020	2020	2023
73154	CA Arlyserre	Mercury	1 542	2019	2019	2023
73156	CC de Yenne	Meyrieux-Trouet	184	2019	2019	2023
73157	CC de Haute Maurienne Vanoise	Modane	4 253	2019	2019	2023
73159	CC Coeur de Savoie	Les Mollettes	346	2022	2022	2023
73161	CC Val Vanoise Tarentaise	Montagny	598	2021	2021	2023
73162	CA Arlyserre	Montailleur	372	2019	2019	2023
73166	CC Coeur de Savoie	Montendry	62	2021	2021	2023
73168	CC Porte de Maurienne	Montgilbert	125	2019	2019	2023
73170	CA Arlyserre	Monthion	253	2020	2020	2023
73171	CC Coeur de Savoie	Montmélian	2 252	2019	2019	2023
73173	CC Coeur de Maurienne	Montricher-Albanne	601	2019	2019	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73175	CC Porte de Maurienne	Montsapey	208	2020	2020	2023
73176	CC de Haute-Tarentaise	Montvalezan	2 640	2019	2019	2023
73177	CC Coeur de Maurienne	Montvernier	181	2022	2022	2023
73178	CA Chambéry	La Motte-en-Bauges	327	2020	2020	2023
73180	CA du Lac du Bourget	Motz	322	2019	2019	2023
73181	CC Coeur de Tarentaise	Moûtiers	3 126	2019	2019	2023
73183	CC Coeur de Savoie	Myans	586	2019	2019	2023
73184	CC du Lac d'Aiguebelette	Nances	256	2020	2020	2023
73186	CA Arlyserre	Notre-Dame-de-Bellecombe	1 888	2022	2022	2023
73187	CC des Vallées d'Aigueblanche	La Léchère	2 283	2019	2019	2023
73188	CA Arlyserre	Notre-Dame-des-Millières	525	2019	2019	2023
73189	CC du Canton de la Chambre	Notre-Dame-du-Cruet	173	2022	2022	2023
73190	CC Coeur de Tarentaise	Notre-Dame-du-Pré	331	2019	2019	2023
73191	CC du Lac d'Aiguebelette	Novalaise	1 174	2019	2019	2023
73192	CA Chambéry	Le Noyer	191	2021	2021	2023
73194	CC Maurienne Galibier	Orelle	668	2020	2020	2023
73196	CA Arlyserre	Pallud	389	2019	2019	2023
73197	CC Les Versants d'Aime	Peisey-Nancroix	1 785	2021	2021	2023
73200	CC Coeur de Savoie	Planaise	249	2022	2022	2023
73201	CC Val Vanoise Tarentaise	Planay	552	2020	2020	2023
73202	CA Arlyserre	Plancherine	243	2019	2019	2023
73203	CC Coeur de Maurienne	Pontamafrey-Montpascal	304	2022	2022	2023
73204	CC Val Guiers	Le Pont-de-Beauvoisin	1 294	2019	2019	2023
73205	CC Coeur de Savoie	Le Pontet	162	2021	2021	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73206	CC Val Vanoise Tarentaise	Pralognan-la-Vanoise	1 843	2021	2021	2023
73207	CC Coeur de Savoie	Presle	328	2020	2020	2023
73211	CA Arlyserre	Queige	704	2020	2020	2023
73212	CC Porte de Maurienne	Randens	555	2019	2019	2023
73214	CC Val Guiers	Rocheftort	119	2019	2019	2023
73215	CC Coeur de Savoie	La Rochette	2 147	2019	2019	2023
73216	CA Arlyserre	Rognaix	289	2020	2020	2023
73217	CC Coeur de Savoie	Rotherens	155	2019	2019	2023
73218	CA du Lac du Bourget	Ruffieux	560	2019	2019	2023
73219	CC du Lac d'Aiguebelette	Saint-Alban-de-Montbel	386	2019	2019	2023
73220	CC Porte de Maurienne	Saint-Alban-des-Hurtières	339	2020	2020	2023
73221	CC du Canton de la Chambre	Saint-Alban-des-Villards	233	2019	2019	2023
73223	CC de Haute Maurienne Vanoise	Saint-André	504	2019	2019	2023
73224	CC du Canton de la Chambre	Saint-Avre	590	2022	2022	2023
73226	CC Val Guiers	Saint-Béron	859	2019	2019	2023
73227	CC Val Vanoise Tarentaise	Courchevel	8 339	2019	2019	2023
73229	CC Coeur de Chartreuse	Saint-Christophe	315	2021	2021	2023
73230	CC du Canton de la Chambre	Saint-Colomban-des-Villards	540	2019	2019	2023
73231	CC du Canton de la Chambre	Saint-Étienne-de-Cuines	962	2022	2022	2023
73232	CC de Haute-Tarentaise	Sainte-Foy-Tarentaise	1 597	2019	2019	2023
73233	CC Coeur de Chartreuse	Saint-Franc	106	2021	2021	2023
73234	CA Chambéry	Saint-François-de-Sales	171	2021	2021	2023
73235	CC du Canton de la Chambre	Saint-François-Longchamp	2 724	2019	2019	2023
73236	CC Val Guiers	Saint-Genix-sur-Guiers	1 446	2019	2019	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73237	CC Porte de Maurienne	Saint-Georges-des-Hurtières	319	2020	2020	2023
73240	CC Coeur de Savoie	Sainte-Hélène-du-Lac	400	2020	2020	2023
73241	CA Arlysere	Sainte-Hélène-sur-Isère	678	2019	2019	2023
73242	CC Coeur de Maurienne	Saint-Jean-d'Arves	1 201	2020	2020	2023
73244	CC Coeur de Tarentaise	Saint-Jean-de-Belleville	628	2019	2019	2023
73245	CC de Yenne	Saint-Jean-de-Chevelu	436	2022	2022	2023
73246	CC Coeur de Chartreuse	Saint-Jean-de-Couz	130	2019	2019	2023
73247	CC Coeur de Savoie	Saint-Jean-de-la-Porte	480	2021	2021	2023
73248	CC Coeur de Maurienne	Saint-Jean-de-Maurienne	5 873	2019	2019	2023
73250	CC Coeur de Maurienne	Saint-Julien-Mont-Denis	1 157	2021	2021	2023
73252	CC Porte de Maurienne	Saint-Léger	193	2022	2022	2023
73253	CC Coeur de Tarentaise	Saint-Marcel	475	2019	2019	2023
73254	CC Val Guiers	Sainte-Marie-d'Alvey	84	2021	2021	2023
73255	CC du Canton de la Chambre	Sainte-Marie-de-Cuines	472	2022	2022	2023
73256	CC Maurienne Galibier	Saint-Martin-d'Arc	268	2019	2019	2023
73257	CC Coeur de Tarentaise	Les Belleville	14 648	2019	2019	2023
73258	CC Maurienne Galibier	Saint-Martin-de-la-Porte	587	2019	2019	2023
73259	CC du Canton de la Chambre	Saint-Martin-sur-la-Chambre	375	2019	2019	2023
73260	CC Val Guiers	Saint-Maurice-de-Rotherens	141	2021	2021	2023
73261	CC Maurienne Galibier	Saint-Michel-de-Maurienne	2 180	2019	2019	2023
73262	CA Arlysere	Saint-Nicolas-la-Chapelle	558	2021	2021	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73265	CA du Lac du Bourget	Saint-Ours	288	2020	2020	2023
73266	CC des Vallées d'Aigueblanche	Saint-Oyen	158	2020	2020	2023
73267	CC Coeur de Maurienne	Saint-Pancrace	369	2020	2020	2023
73268	CA Arlyserre	Saint-Paul-sur-Isère	406	2020	2020	2023
73269	CC de Yenne	Saint-Paul	343	2019	2019	2023
73270	CC Coeur de Savoie	Saint-Pierre-d'Albigny	2 385	2021	2021	2023
73271	CC de Yenne	Saint-Pierre-d'Alvey	160	2021	2021	2023
73272	CC Porte de Maurienne	Saint-Pierre-de-Belleville	141	2022	2022	2023
73273	CA du Lac du Bourget	Saint-Pierre-de-Curtille	233	2019	2019	2023
73274	CC Coeur de Chartreuse	Saint-Pierre-d'Entremont	461	2019	2019	2023
73275	CC Coeur de Chartreuse	Saint-Pierre-de-Genébros	174	2021	2021	2023
73276	CC Coeur de Savoie	Saint-Pierre-de-Soucy	225	2022	2022	2023
73277	CA Chambéry	Sainte-Reine	147	2022	2022	2023
73278	CC du Canton de la Chambre	Saint-Rémy-de-Maurienne	839	2020	2020	2023
73280	CC Coeur de Maurienne	Saint-Sorlin-d'Arves	1 883	2020	2020	2023
73282	CC Coeur de Chartreuse	Saint-Thibaud-de-Couz	431	2019	2019	2023
73283	CA Arlyserre	Saint-Vital	314	2019	2019	2023
73284	CC Coeur de Tarentaise	Salins-Fontaine	815	2019	2019	2023
73285	CC de Haute-Tarentaise	Séiez	1 709	2020	2020	2023
73286	CA du Lac du Bourget	Serrières-en-Chautagne	698	2019	2019	2023
73289	CC Coeur de Savoie	La Table	321	2019	2019	2023
73290	CC de Haute Maurienne Vanoise	Val Cenis	5 226	2019	2019	2023
73292	CA Arlyserre	Thénésol	163	2021	2021	2023
73296	CC de Haute-Tarentaise	Tignes	7 271	2020	2020	2023

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux	Début du déploiement [1] [année]	Début des travaux	Achèvement du déploiement [2] [année]
				[année]	[année]	
			[source : Majic 2016]	(démarrage de programmation concertée des déploiements décrite à l'Article 7)	(démarrage des relevés d'itinéraires, ouverture des chambres, PM, tirage de fibre, etc.)	
73297	CA Arlyserie	Tournon	341	2019	2019	2023
73298	CA Arlyserie	Tours-en-Savoie	541	2022	2022	2023
73299	CC de Yenne	Traize	159	2021	2021	2023
73302	CC Coeur de Savoie	La Trinité	175	2019	2019	2023
73303	CA Arlyserie	Ugine	4 451	2019	2019	2023
73304	CC de Haute-Tarentaise	Val-d'Isère	7 140	2020	2020	2023
73306	CC Maurienne Galibier	Valloire	4 015	2019	2019	2023
73307	CC Maurienne Galibier	Valmeinier	2 148	2020	2020	2023
73308	CA Arlyserie	Venthon	346	2021	2021	2023
73309	CC Val Guiers	Verel-de-Montbel	146	2019	2019	2023
73311	CC Coeur de Savoie	Le Verneil	92	2020	2020	2023
73312	CA Arlyserie	Verrens-Arvey	442	2019	2019	2023
73313	CC de Yenne	Verthemex	129	2019	2019	2023
73314	CC Coeur de Savoie	Villard-d'Héry	126	2021	2021	2023
73315	CC Coeur de Savoie	Villard-Léger	256	2019	2019	2023
73316	CC Coeur de Savoie	Villard-Sallet	165	2019	2019	2023
73317	CA Arlyserie	Villard-sur-Doron	1 346	2019	2019	2023
73318	CC Coeur de Maurienne	Villarembert	2 684	2022	2022	2023
73320	CC Coeur de Maurienne	Villargondran	525	2019	2019	2023
73322	CC de Haute Maurienne Vanoise	Villarodin-Bourget	1 549	2019	2019	2023
73323	CC de Haute-Tarentaise	Villaroger	414	2019	2019	2023
73324	CC Coeur de Savoie	Villaroux	102	2022	2022	2023
73327	CA du Lac du Bourget	Vions	249	2019	2019	2023
73330	CC de Yenne	Yenne	1 969	2019	2019	2023

Le volume de prises sera mis à jour à l'issue des opérations des Relevés Boites Aux Lettres (RBAL) dans l'objectif d'assurer la couverture FtTH du périmètre géographique de l'AMEL. L'engagement de la présente convention porte sur les locaux en zone AMEL et non sur le total des locaux des communes.

Annexe 2

Tableau récapitulatif des principales conditions tarifaires du projet d'offre d'accès indicatif de Savoie Connectée

Principaux tarifs

Nature de l'offre	Tarif par ligne livrée au point de mutualisation	Tarif par ligne livrée au nœud de raccordement optique
Offre de cofinancement FttH <i>ab initio</i>	513 €	596 €
Redevance mensuelle par ligne affectée, pour une ligne FttH cofinancée	[4,99 – 5,48] € <i>Le tarif évolue selon le nombre de lignes cofinancées</i>	Tarif par ligne livrée au point de mutualisation + 0,25 €
Offre de location passive mensuelle	13,2 €	Tarif par ligne livrée au point de mutualisation + 4,25 €

Durée des droits

Le droit d'usage mis à disposition dans l'offre de cofinancement *ab initio* mentionnée ci-dessus a une durée de 20 ans à compter de la date de mise à disposition du point de mutualisation (PM). À l'échéance de ces vingt ans, le droit d'usage est renouvelé, automatiquement par périodes successives de cinq ans en contrepartie du versement d'un euro par logement raccordable par renouvellement. La durée totale du droit d'usage (comprenant la durée initiale et les renouvellements) est limitée à une durée de quarante ans courant à compter, pour chaque PM, de la date de première mise à disposition du PM.

Câblage client final

En cas de réalisation par l'opérateur d'immeuble, le frais de raccordement forfaitaire est de 450 €.

En cas de sous-traitance par l'opérateur commercial, les frais de raccordement forfaitaire avec restitution sont déterminés selon le contrat de prestation.

Grille tarifaire de sous-traitance pour la réalisation des câblages clients finals par l'opérateur commercial:

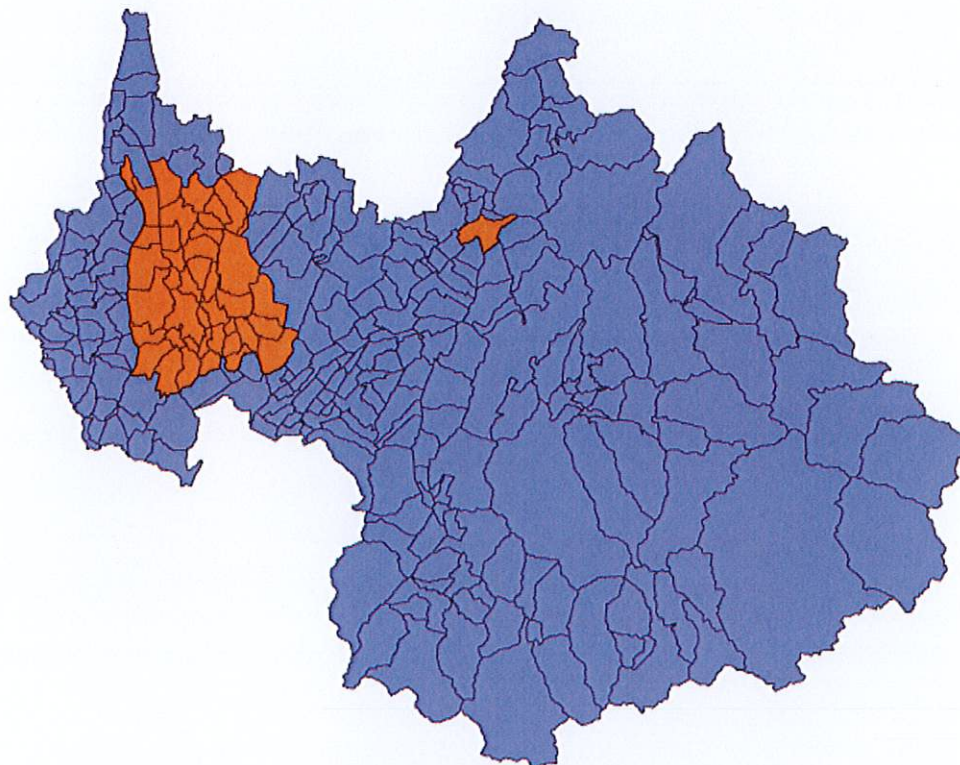
Type de Point de Branchement Optique	PBO intérieur	PBO extérieur en chambre	PBO extérieur en aérien	PBO extérieur en façade
Tarifs (€ HT)	182	397	751	652

Maintenance du câblage client final :

Prestation	Unité	Tarif (en € HT /unité /mois)
Maintenance du Câblage Client Final	Ligne FTTH	0,60

Annexe 3

Carte du département et de la délimitation proposée par Savoie Connectée des
déploiements prévus dans sa proposition d'engagements



Légendes

- Communes concernées par les engagements de Savoie Connectée
- Communes AMII

Annexe 4

Rappel du cadre juridique pour les réseaux à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné

En France, le législateur a décidé d'encadrer les déploiements de réseaux à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné. Ils sont ainsi soumis aux dispositions de l'article L. 34-8-3 du CPCE. Ce même article a confié à l'Arcep le soin de préciser les modalités d'accès au réseau et la possibilité de trancher les différends qui s'y rapportent. En application de cet article, l'Autorité a adopté plusieurs décisions, et notamment les décisions n° 2009-1106, n° 2010-1312, n° 2013-1475 et n° 2015-0776 susvisées. Ces décisions imposent notamment une obligation de fournir une offre d'accès passive à la partie terminale des réseaux déployés (offre de « mutualisation »), et pour les zones en dehors des zones très denses une obligation de donner accès plus en amont du réseau (au niveau d'un point regroupant au moins 1 000 lignes), combinée à l'obligation de complétude des déploiements sur chaque zone arrière.

A. Obligation d'accès mutualisé

La décision n° 2009-1106 de l'Autorité impose aux opérateurs d'infrastructure d'offrir l'accès au point de mutualisation dans des conditions raisonnables et non discriminatoires. L'accès doit être fourni sous forme passive, dans des conditions raisonnables, objectives, transparentes, et non discriminatoires, dans le cadre d'une offre publiée. La décision n° 2010-1312 précise que l'opérateur d'infrastructure a l'obligation de publier, avant l'installation du point de mutualisation (PM), une offre d'accès comprenant des offres de cofinancement *ab initio* et *a posteriori*, ainsi qu'une offre de location passive à la ligne. Ces deux décisions prévoient que les conditions tarifaires doivent être raisonnables et respecter les principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité.

B. Obligation de complétude des déploiements

La décision n° 2010-1312 de l'Autorité impose aux opérateurs d'infrastructure de déployer un réseau horizontal à proximité immédiate de l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel de la zone arrière de chaque PM, permettant de raccorder l'ensemble de ces locaux, et ce dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation. Les motifs de la décision indiquent qu'« *un délai de déploiement, au plus de deux à cinq ans, en fonction des caractéristiques locales, semble, à cet égard, raisonnable* ».

La recommandation de l'Autorité en date du 7 décembre 2015, portant sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses, précise que déployer un réseau « à proximité immédiate » d'un local implique d'avoir installé le PM, le point de branchement optique (PBO) et établi la continuité optique entre ces deux éléments.

Néanmoins, elle a introduit la possibilité pour l'opérateur d'infrastructure de différer au-delà du délai de complétude (donc au-delà de l'échéance précitée de deux à cinq ans) la pose du PBO pour certains locaux situés en zones d'habitat dispersé. Cette possibilité doit être exercée de manière ciblée, pour des locaux bien identifiés au moment de la consultation préalable aux déploiements, notamment au regard du coût à la ligne des lignes concernées et d'une attente de commercialisation faible à court et moyen termes. Enfin, la mise en service du PBO devrait dans ce cas être effectuée conformément aux modalités définies par le cadre réglementaire en vigueur, dans un délai qui ne devrait *a priori* pas excéder 6 mois à compter de la commande d'un opérateur commercial. Les

logements et locaux à usage professionnel identifiés desservis par des lignes dont la pose du PBO a été différée sont dits « raccordables sur demande ».

Cette obligation de complétude s'impose à tout opérateur qui déploie un réseau à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné. Ainsi, les engagements opposables qui seraient souscrits par un opérateur ne sauraient lui permettre de méconnaître le cadre réglementaire, en particulier l'obligation de complétude. De tels engagements ne sont susceptibles que de venir *s'y ajouter*, le respect cumulé des obligations issues du cadre réglementaire et des obligations issues des engagements devenant alors nécessaire.

L'Autorité a également adopté une recommandation en date du 24 juillet 2018, relative à la cohérence des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné. Elle vise à assurer un déploiement cohérent et complet des réseaux FttH, prévenir les doublons inutiles, et maximiser l'investissement efficace, afin d'assurer la connectivité des territoires en très haut débit fixe. Elle permet de donner de la visibilité aux acteurs sur l'application du cadre réglementaire et les actions à mener par les opérateurs pour assurer la bonne articulation des déploiements FttH entre l'ensemble des opérateurs (privés ou publics) mobilisés.

La recommandation explicite le cadre de maillage des territoires par zone technique de déploiement de la fibre. Lorsqu'un opérateur déployant la fibre sur un territoire déclare en statut « cible » une zone arrière de point de mutualisation, cette déclaration doit être rapidement suivie par des déploiements effectifs. La déclaration marque ainsi le point de départ de l'obligation de couverture de l'intégralité de la zone et du délai qui y est attaché. Ce zonage peut dès lors faire référence pour tous les déploiements sur le territoire concerné et apporter la transparence nécessaire aux collectivités locales.